n° 92
révolution
égalité
démocratie
mai 2008
1€
www.jcr-red.org
Jeunesses communistes révolutionnaires

mai 1968 - mai 2008



DU MOUVEMENT LYCÉEN À LA GRÈVE GÉNÉRALE !

Soutien aux travailleurs sans-papiers en grève

Des papiers pour tous !

Où en est le mouvement lycéen ?

À l'heure où nous écrivons ces lignes, le mouvement lycéen a passé la première semaine de vacances de la zone C (Bordeaux et Île de France) avec succès. Après la rentrée de la zone A, la mobilisation a de bonnes chances de s'amplifier. Cela peut permettre une reprise énorme lorsque toutes les académies seront rentrées (5 mai).

Un mouvement en progression constante

Les syndicats, au lieu d'appeler à une date dès le mardi de la rentrée (6 mai, par ailleurs anniversaire de l'élection de Sarkozy) mettent toutes leurs forces sur le jeudi 15, soit dix jours plus tard ! Les lycéens doivent garder le rythme de deux manifs par semaine, tout en préparant particulièrement le 15 mai, journée de grève interprofessionnelle.

La mobilisation n'a cessé de croître depuis la rentrée des vacances de février. Même avant, des mobilisations locales avaient eu lieu, avec parfois des AG communes profs-élèves et des petites victoires locales (diminution voire annulation de suppressions de postes).

Le 18 mars, elle est surtout partie en région parisienne, dans la grande banlieue (77, 78, 91, 93, 94), des quartiers populaires où la tradition militante est moins importante. Ces poches de mobilisation se sont peu à peu étendues, là encore en banlieue, dans les lycées pro, puis vers les centres-villes.

Dans tous les quartiers...

En région parisienne, on a vu un petit essoufflement dans la dernière semaine là où la mobilisation durait depuis longtemps. Mais le relais avait été pris ailleurs, d'où des chiffres de manifs en hausse ou à peu près stables.

Des coordinations se sont mises en place dans plusieurs départements, où à l'échelle de villes, de moitiés de départements. Avec la fatigue des lycées en pointe, les bahuts fraîchement mobilisés n'ont pas acquis tous les réflexes d'auto-organisation et de structuration. L'enjeu pour la rentrée est que tout le monde reparte et que le mouvement s'homogénéise.

C'est un enjeu de taille : unifier la jeunesse en lutte, qu'elle vienne des quartiers populaires ou des centres-villes. Quelles que soient nos origines, nous serons tous au SMIC et précaires si le gouvernement n'est pas stoppé. Mais la propagande médiatique (les « casseurs » à capuches, les « bandes ethniques » qui viennent mettre le désordre et terroriser les « petits blancs ») pèse dans les consciences. Il y a une bataille idéologique à mener sur ce terrain.



...dans toutes les régions

La lutte a été très parisienne les premières semaines. Un mouvement ne peut être victorieux s'il se cantonne à une région. En décembre, des luttes pour le bac pro avaient eu lieu en Bretagne et dans d'autres coins (Toulouse...). Cela n'avait pas donné grand-chose. Mais des équipes militantes, des réflexes, des envies de revanche existent dans bon nombre de lycées.

La mobilisation n'a pas été ridicule dans plusieurs villes (voire chronologie) ; elle se structure un peu partout. Une réunion nationale des lycéens mobilisés a eu lieu le 19 avril. Elle a appelé à une nouvelle coordination le 3 mai.

Si les réflexes d'auto-organisation se remettent en place, si la mobilisation ne désemplie pas, qu'il y a une conscience de l'importance qu'il y a à se battre jusqu'au bout, si les rythmes tiennent jusqu'au 15 mai et que cette date est un succès dans les autres secteurs... Alors nous pourrons vivre une convergence des luttes et un mouvement qualitativement et quantitativement supérieurs au CPE. 40 ans après la dernière grève générale, nous n'en sommes pas loin !

JB, [Nanterre]

Éducation : ils ont des plans précis pour notre avenir...

Si le mouvement lycéen grossit, c'est parce que nous sommes conscients des problèmes actuels de l'Éducation… Et de ses problèmes futurs.

Le gouvernement ne le cache pas : la suppression de plus de 11 000 postes n'est qu'un hors-d'œuvre. D'ici 2012, ce sont 80 000 postes qui vont disparaître ! L'Éducation ne pourra évidemment plus fonctionner comme avant.

Le rapport Pochard, commandé par le ministre Darcos et remis en janvier, prévoit une autonomie des établissements : chaque lycée aura un projet d'établissement.

Pour l'un, ce sera d'emmener les élèves vers le bac et vers des études longues. Les lycées avec un projet ambitieux auront des crédits pour les options, mais pas pour l'aide individualisée. Ils se débarrasseront des élèves en difficulté. D'autres lycées auront pour projet d'orienter les élèves vers des études courtes, vers un bac avec moins de contenu. Cela veut dire des diplômes qui ne donneront accès à aucune garantie sur le marché du travail. Ce n'est pas dans les lycées riches qu'on supprime des postes, mais dans les quartiers populaires et dans les Lycées pro. L'académie la plus touchée est celle de Créteil, où on manque déjà de postes !

N'apprendre que le minimum aux plus pauvres, ce n'est pas nouveau. La loi Fillon de 2005 a mis en place le «socle commun de connaissances» : lire, écrire, compter, cliquer, parler un anglais de communication. Les autres matières devraient devenir des options, pour les élèves qui ont acquis le socle. Dans l'enseignement supérieur, c'est la même logique... Déjà, avec la loi « Liberté et Responsabilités des Universités » (la loi Pécresse), on a instauré l'autonomie des facs, qui développent chacune leur projet pédagogique.

Mais un nouveau plan a été annoncé, l' « Opération campus ». Dix universités deviendront des pôles d'excellence. Ce sont elles, et elles seules, qui se partageront les 10 milliards d'euros promis par la ministre Pécresse. Pour les autres facs, tant pis : il faudra faire des diplômes financés par des entreprises, et reconnus par ces seules entreprises… pas par l'ensemble du marché du travail.

Le Rapport Thélot en 2003 annonçait la loi Fillon ; il disait qu'avec l'objectif que 80 % d'une classe d'âge ait le bac, on avait des jeunes trop qualifiés qui arrivaient sur le marché du travail, donc trop exigeants sur leurs conditions de travail.

En fait, comme avec le CPE, le gouvernement veut faire baisser le coût du travail des jeunes....

Les lycéens pro sont les premiers touchés par la déqualification. Le Bac pro en trois ans n'est plus l'équivalent des autres bacs, qui donnent accès à la fac et aux conventions collectives (accords qui donnent des garanties sur le marché du travail selon son niveau de qualification). Et sans BEP, des milliers de jeunes vont se retrouver sur le marché du travail sans aucun diplôme...

La casse de l'Éducation s'inscrit dans une politique générale contre le Code du travail et les acquis des salariés (temps de travail, Sécu, retraites, services publics...). Les suppressions de postes et de BEP sont liées aux autres réformes. Ce qu'il faut, c'est donc un mouvement de tous ceux qui subissent la casse des acquis sociaux !

Brève chronologie (à suivre !)

La mobilisation a commencé le mardi 18 mars avec une grève de l Éducation nationale. À Paris, environ 10 000 personnes ont manifesté, dont une majorité de lycéens.

Jeudi 20 mars :

10 000 de nouveau à Paris (sans les profs) ; manifs à Lyon et Marseille

Vendredi 21 :

1 000 devant le Rectorat de Créteil

Mardi 25 :

600 lycéens devant le Rectorat de Créteil ; des dizaines de lycées bloqués dans le 77, 78, 93, 94

Jeudi 27 :

6 000 à 10 000 à Paris

Mardi 1er avril :

15 000 à Paris ; 2 000 à Toulon ; 500 à Toulouse ; le matin, dans 20 Minutes, Darcos s exprime pour la première fois : « Même si je voulais revenir en arrière, je ne peux pas. »

Jeudi 3 avril :

15 000 à Paris ; 5 000 à Toulon ; 1 000 à Grenoble ; 450 à Saint-Étienne ; 400 à Cannes ; 350 à Lyon ; 200 à Cosne-sur-Loire (Nièvre)

Mardi 8 avril (vacances zone B) :

20 000 à Paris ; 4 000 à Grenoble

Jeudi 10 avril :

40 000 à Paris ; 8 000 à Grenoble ; 3 000 à Toulouse ; 1 200 à Lyon

Mardi 15 avril (vacances zones B et A) :

50 000 à Paris

Jeudi 17 avril :

30 000 à Paris

Mardi 22 avril (vacances zones A et C) :

5 000 nationalement

Jeudi 24 avril :

12 000 nationalement

Échos de la semaine du 21 au 26 avril

Strasbourg

Lundi 21, Darcos se rendait à Strasbourg… Provocation pour les lycéens qui lui ont fait un comité d'accueil de plusieurs milliers de personnes, alors que c'était le jour de la rentrée, que la journée n'avait pas pu être bien préparée.

Mardi, ils étaient 2000, puis 3000 jeudi.

Tours

Mardi : manif avec 1 000 personnes, suivie d'une AG. Jeudi : manif de 1 500 personnes. Deux lycées étaient bloqués. La mobilisation va continuer cette semaine. L'objectif est de bloquer plus de bahuts, d'élargir la mobilisation et de structurer le mouvement lycéen pour qu'il soit autonome par rapport aux organisations.

Lille

Le lundi de la rentrée, le COL (Comité d'Organisation Lycéen) qui regroupe plusieurs organisations politiques et syndicales a distribué des tracts sur tous les lycées de la ville. Bien évidemment, le COL a vocation à disparaître dès que les AG de ville et les coordinations auront pris le relais. Plusieurs centaines de lycéens ont manifesté le mardi et le jeudi.



Pour plus d'info, achetez RED Lycée Hebdo, publié pendant le mouvement (prix libre) !

n° 1 révolution égalité red
Journal lycéen hebdomadaire de la LCR et des JCR, à prix libre
démocratie LYCEES 28 avr 5 mai
www.lcr-rouge.org - www.jcr-red.org

Travailleurs sans-papiers en grève : soutenons-les !

La grève des travailleurs sans-papiers concerne beaucoup de secteurs, notamment le nettoyage, le bâtiment et la restauration. Tous les jours, de nouvelles entreprises rejoignent la lutte. De quelques dizaines au tout début du mouvement, on est passé à plus de 800 au week-end du 26 -26 avril... Et ça continue !

Un meeting de la CGT a réuni 1 200 personnes mercredi 23 avril. À la tribune, la CGT et Droits devants ont dénoncé le néocolonialisme, le gouvernement, les patrons (qui prétendent soutenir leurs salariés alors qu'ils étaient bien contents d'avoir de la main-d'œuvre corvéable...), le racisme, ses conséquences pratiques sur le terrain de l'entreprise... Ils ont appelé à la solidarité de tous les travailleurs, français ou immigrés, avec ou sans papiers.

Correspondant



La grève ne cessera pas avant que les salariés aient été régularisés, au contraire, elle va continuer de s'étendre. Nous pouvons tous les soutenir, en faisant des collectes, en nous rendant sur les sites en grève, en popularisant leurs revendications.

La CGT soutient la lutte, elle l'organise même parfois, mais elle est ambiguë quant aux suites. Il n'est pas sûr qu'elle appelle à l'amplification massive rapidement. Ce qu'il faut, c'est un mouvement général. Aux États-Unis, il y a deux ans, une journée de grève de tous les travailleurs immigrés avait bloqué le pays. En cessant le travail, ils avaient montré qu'ils étaient indispensables et déterminés à faire reconnaître leurs droits. Cette grève a été la plus massive de l'histoire du pays !

En France, pourquoi ne pas les imiter ?

éditorial

Commémoration, quand tu nous tiens ! Ca ne vous aura pas échappé (sauf si vous vivez dans une grotte sans internet ni être humain à moins de 10 km) : ce mois-ci, ce sont les 40 ans de mai 1968 !
Il y a 40 ans, la droite au pouvoir disait : « sois jeune et tais-toi ! »
Depuis 10 ans, le gaullisme écrasait les jeunes, les femmes, les immigrés, les ouvriers…
Sarkozy veut revenir à la situation antérieure, que ce soit en cassant notre niveau de vie ou en s'attaquant à nos droits. Après « sois jeune et tais-toi », il vient de découvrir : « sois jeune et bouche-toi les oreilles ! »

Depuis quelques années, squatter dans un hall d'immeuble quand on est jeune est un délit. Aux JCR, on avait bien pensé qu'il faudrait ouvrir des salles municipales, des maisons de jeunes dans les quartiers, pour avoir une chance de galérer autre part... Ou à accéder à l'Éducation, à des emplois… Mais pas du tout. Des gens ont pensé à un concept bien plus innovant et surtout bien moins coûteux : la boîte à sons anti-jeune !
Le principe : une boîte émet des ultrasons que seules les oreilles des jeunes peuvent entendre. Le son aigu émit par la boîte ne trouble pas la tranquillité des oreilles des vieux, abîmées à force d'avoir écouté les discours de Sarko. Mais ce son devient douloureux pour les oreilles des moins de 25 ans. En gros c'est une boîte qui chasse les jeunes ! La prochaine fois que Sarkozy ira faire un tour en banlieue, il laissera son Kärcher au placard, il s'armera juste de sa boîte à sons anti-jeune.

Mais il faut quand même qu'il fasse gaffe parce que les jeunes pourraient bien se venger. En ce moment, on dirait bien que les lycéens préparent une boîte anti-gouvernement qui pourrait faire du bruit !
Et ils ne sont pas seuls : les travailleurs sans-papiers font eux aussi grincer des dents Hortefeux en exigeant haut et fort leur régularisation. Sarkozy veut faire diversion en envoyant des soldats de plus en Afghanistan ? La majorité de la population s'y oppose ! Il veut nous faire travailler plus alors que les prix augmentent et que les salaires ne suivent pas ? Sa côte de popularité s'écroule !
Ils sont affaiblis ? Profitons-en ! Tous ensemble, jeunes scolarisés ou travailleurs, français ou immigrés, mettons le paquet pour construire une nouvelle grève générale qui chassera le gouvernement et sa politique ! Et comme nous n'avons rien à attendre d'un PS qui s'adapte confortablement au système, créeons un nouveau parti anticapitaliste, pour changer de société !
Ca aussi, c'est une idée qui fait du bruit…

Sommaire

Monde

Ingrid Bétancourt, l'otage qui cache la forêt 4
Soutenons les Tibétains, pas la France ! 4
Troupes françaises hors d'Afghanistan ! 4
Nike : des luttes de Long An à Tibesti 5
Crise alimentaire : le CADTM accuse le FMI 5
Répression en Kanaky 5

Dossier « Les autres mai 1968 »

mai 1968 dans les pays de l'Est 6
1968 et le Black Power 6
Vietnam : l'engagement d'une génération 7
L'explosion de 68 peut-elle se reproduire ? 7

Nouveau Parti

Interview de Céline (lycéenne NPA) 8
Bilan de la réunion nationale jeunes NPA 8
Interview de Frédéric de Jeudi Noir 8

Hexagone

Établissements pénitentiaires pour mineurs 9
Quand un État raciste veut faire du chiffre... 9

Formation

40 ans après mai 1968 :
Ce n'est toujours qu'un début... 10

Sexualité

L'orgasme, c'est révolutionnaire ! 11

Kultur

Dernier album de Kery James 11
BD : «The Boondocks» 11

Der : RIJ 2008

Russie : autre président, même combat ! 12
Extraits du programme des RIJ 2008 12

Les jeunes unis contre la précarité

Cela fait de nombreuses années que les différents gouvernements, de droite comme de gauche, veulent « flexibiliser » le marché de travail. Une véritable politique de précarisation généralisée est mise en place et frappe en particulier les nouveaux entrants sur le marché du travail, les jeunes.

« Modernisation du marché du travail »

Dernière attaque en date, la loi dite de « modernisation du marché du travail » a été scellée par un accord entre le patronat et quatre syndicats dits « représentatifs » (CFDT, FO, CFTC, CGC). Seule la CGT n'a pas signé l'accord, sans pour autant avoir la volonté de mobiliser contre.

La loi allonge la période d'essai, permet à l'employeur de modifier unilatéralement le contrat de travail, crée un nouveau contrat précaire dit « CDD de projet » et met en place la « séparation à l'amiable » qui permettra à un patron de profiter de son pouvoir supérieur pour obliger un employé à démissionner.

Malgré tout, un collectif s'est mis en place contre cet accord et ce projet de loi réunissant largement les associations de chômeurs et précaires, les syndicats



n'ayant pas signé l'accord et des organisations étudiantes. Les jeunes ont eu un grand rôle dans cette dynamique et un appel jeune contre le projet de loi a été préparé dans le cadre du collectif et signé par plusieurs organisations dont les JCR. Un meeting à la Bourse du travail à Paris a rassemblé près de 200 personnes dont beaucoup de jeunes et un rassemblement a eu lieu devant l'Assemblée Nationale le jour où la loi y a été votée. Cela n'a pas été suffisant pour empêcher l'adoption de la loi mais la lutte n'est pas finie avec de nouvelles actions prévues lors de son passage au Sénat.

Un cadre permanent de mobilisation

Cette attaque figure dans une série de réformes qui vont plonger le monde du travail dans la précarité absolue. La seule façon d'empêcher la continuation de cette offensive sera la mobilisation la plus large possible.

C'est pour cela que les organisations de jeunesse ont décidé de créer un collectif « Jeunes unis contre la précarité » qui regroupe très largement (MJS, JC, Jeunes Verts, JCR, JRG, CGT-Jeunes, SUD-Etudiant, Génération précaire, etc.).

Alors que la loi sur la « modernisation du marché du travail » sera adoptée en juin, une nouvelle attaque se profile déjà avec les « négociations » sur l'assurance-chômage (UNEDIC) qui s'ouvre le 6 mai. D'ores et déjà le collectif a décidé de mobiliser sur cette question pour empêcher le patronat d'imposer son projet qui consiste à faire accepter n'importe quel emploi à un chômeur et le priver de revenu. Alors que les milliards de profits s'accumulent pour une minorité, il leur en faut toujours plus. Obligeant les chômeurs et précaires à accepter des conditions de vies de plus en plus odieuses.

Molinier, [Argenteuil]

Monde

Grève des postiers allemands

Le mouvement ouvrier allemand reprends de la vigueur. Cette année de nombreuses luttes ont eu lieu (cheminots, métallurgistes, fonctionnaires) et ont remporté quelques victoires. A partir du 2 mai c'est au tour des postiers de décréter une grève illimitée pour réclamer des augmentations de salaires.

Grève des dockers aux États-Unis

Le 1er mai, les dockers de la Cote Ouest des États-Unis vont observer une journée de grève contre la guerre, à l'appel de leur syndicat, l'ILWU.C'est une première depuis 1971.

Grande-Bretagne

Le 24 avril, 400000 fonctionnaires, dont 200000 enseignants, se sont mis en grève pour réclamer des augmentations de salaires, et une cinquantaine de manifestations ont été organisées.
C'est le plus grand mouvement de grève depuis l'arrivée au pouvoir du Labour Party en 1997.

Grève en Roumanie

En 68, Renault Cléon et Billancourt étaient les fers de lance de la mobilisation ouvrière. En 2008, c'est Renault Dacia de Pitesti, dans le sud de la Roumanie, qui reprend le flambeau. 80 % des 13000 travailleurs de l'usine qui fabrique les voitures low-cost Logan se sont mis en grève pendant près de 3 semaines pour demander des augmentations de salaires, le salaire moyen étant de 288 euros.

Aucune des 1300 voitures fabriquées quotidiennement n'est sortie des chaînes de production, soit une perte journalière de 8,5 millions d'euros pour le groupe.
Malgré les menaces de la direction de délocaliser la production dans des pays où les salaires sont encore plus bas, les salariés de Dacia ont tenu, grâce au soutien de la population et des travailleurs des usines automobiles à proximité, ainsi que de la solidarité internationale dont ont fait preuve les salariés français de l'automobile qui ont participé aux collectes d'argent organisées par la CGT et la CFDT.

Au final, au lendemain d'une manifestation qui a réuni plus de 6000 salariés, la direction a cédé en accordant une augmentation de 133 euros (contre 148 euros demandés par les syndicats) et une prime annuelle d'un minimum de 330 euros, ce qui constitue la plus forte augmentation salariale jamais obtenue dans ce pays.

Ingrid Betancourt, l'otage qui cache (si bien) la forêt



Vous l'aurez sûrement remarqué, depuis quelques années, lorsque l'on parle de la Colombie, un nom, un visage, vient sans cesse cristalliser l'ensemble des débats : Ingrid Betancourt.

Toutes les mairies des grandes villes, qu'elles soient de droite ou de gauche, en ont fait une « citoyenne d'honneur » ; la plupart des conseils généraux voient leur façade arborer un portrait géant de la franco-colombienne et ses collectifs de soutien font souvent les premiers titres des journaux.

Qui est Betancourt ?

Ingrid Betancourt, fille de Yolanda Pulecio, et de Gabriel Betancourt, ancien ministre de l'Éducation colombien sous la dictature du Général Gustavo Rojas Pinilla, a été enlevée le 23 février 2002 par les FARC (Forces Armées Révolutionnaires de Colombie) alors qu'elle effectuait un « tour de Colombie » dans le cadre de la campagne présidentielle, où elle était candidate (sous l'étiquette d'un parti écologiste classé à droite). Depuis ce jour-là, la classe politique française se mobilise pour obtenir sa libération, critiquant une « guérilla marxiste aux méthodes moyenâgeuses et sanglantes » et apportant souvent un soutient médiatisé au Président Colombien, Alvaro Uribe, dans sa lutte contre les FARC.

Les responsables politiques et les médias se focalisent sur la question de l'otage Betancourt. Beau stratagème pour passer sous silence les vraies horreurs qui ont lieu chaque jour en Colombie, et qui sont le fait de groupes paramilitaires d'extrême droite. Ces milices fascistes héritées de l'époque Rojas, armées et entraînées par le gouvernement, apportent assistance à l'armée dans sa lutte contre les FARC et ont tous les droits.

Qui sont les terroristes ?

Entre 1982 et 2007, les paramilitaires ont perpétré plus de 3500 massacres de civils en « territoire FARC », et ont volé plus de six millions d'hectares de terres. Environ 3000 fosses communes ont été découvertes, remplies d'hommes, de vieillards, de femmes et d'enfants… Depuis 1985, toujours selon l'ONU, on signale 15000 disparitions de militants d'organisation de gauche et d'extrême gauche, ainsi que 2550 assassinats de syndicalistes. Les milices ont également éliminé plus de 1700 indigènes. Tous ces chiffres viennent de l'ONU. Ils sont donc connus de Paris. Mais Ingrid Betancourt continue d'occuper 100 % de l'espace médiatique et politique concernant la Colombie. À titre de comparaison, les FARC détiennent 700 personnes, dont plus de la moitié de miliciens ou de militaires, et aucune exécution n'est encore à déplorer… Mais ce sont eux les terribles terroristes qui menacent la paix en Colombie. Quelle objectivité !

Hugo, [Toulouse]

Soutenons les Tibétains, pas la concurrence franco-chinoise !

Le Tibet a été secoué ces derniers mois par son plus grand soulèvement depuis 20 ans, les contestataires ayant mené des batailles de rue contre la police. Les gouvernants chinois ont riposté en fermant la province aux médias et en instituant une répression brutale. Les émeutes et protestations qui ont éclaté au Tibet sont le fruit de décennies d'oppression nationale.

Les Jeux Olympiques de Pékin et la contestation qui les entourent laissent apparaître beaucoup de débats et d'hypocrisie… On s'indigne devant la répression chinoise sur les soulèvements tibétains, on crie aux droits de l'homme, au symbole des jeux… Mais à côté de cela pas un mot pour le peuple palestinien, pas un mot sur les pays occupés par l'armée française et seulement quelques réflexions sur la provenance des équipements répressifs chinois fournis par les entreprises françaises (Thalès notamment).

Nous sommes évidemment de ceux qui soutiennent le peuple tibétain en lutte, peuple réprimé depuis tant d'années, nous nous prononçons pour son autodétermination ; pour que le peuple tibétain puisse lui-même choisir sa forme de gouvernement et soit indépendant s'il le souhaite.

Pour autant, nous refusons de laisser croire que les pays occidentaux, « grands garants de la démocratie », seraient des modèles et pourraient montrer la voie de la démocratie et de la justice aux autres. Il n'y a pas de hiérarchie entre les différents impérialismes. Les logiques de domination et d'exploitation sur les peuples - que ce soient celles orchestrées par la Chine, la France ou les États-Unis - sont du même ressort : des pays ou territoires sont asservis économiquement, culturellement par un empire dominant.



Un avenir meilleur pour le peuple tibétain ne pourra aller de pair qu'avec des luttes victorieuses pour des progrès sociaux chez les travailleurs chinois. Lorsque, le peuple tibétain sera souverain, les travailleurs tibétains ne seront pas pour autant libres et devront continuer la lutte pour leur émancipation et une amélioration de leurs conditions de vie.

Benco, [Le Mans]

Troupes françaises hors d'Afghanistan !

Pour bien signifier aux États-Unis qu'il voulait être un de leurs plus fidèles alliés, Sarkozy a annoncé l'envoi de plusieurs centaines de soldats français supplémentaires en Afghanistan. Ils viendront s'ajouter aux 1600 déjà présents aux côtés des troupes américaines et britanniques.

Il a tout de même dit qu'il laisserait les députés « débattre » mais que la décision était prise. Bien sûr, l'assemblée lui est de toute façon acquise, mais cette décision marque la volonté de Sarkozy d'imposer fermement, sans discussions, sans ambiguïté, un alignement complet sur la politique de Bush, le plus rapidement possible.

Quand le gouvernement des États-Unis a ordonné le début des bombardements du peuple afghan en 2001, c'était officiellement pour abattre le pouvoir des talibans, l'Afghanistan étant dans ses discours un repère de terroristes d'Al-Qaida qu'il fallait exterminer. Bien sûr, à la population afghane qui vit dans un pays ravagé depuis maintenant plusieurs décennies par la guerre, le gouvernement promettait la démocratie, la sécurité, la liberté. Bref, une véritable libération de l'Afghanistan ! Depuis sept ans que dure le massacre, les arguments n'ont pas changés.

En Afghanistan, on compte les morts dus à la guerre par milliers. Les infrastructures sont délabrées, la situation a empiré. Une bonne partie de l'aide à la reconstruction, pourtant ridicule en comparaison avec le coût de l'occupation militaire, est détournée. Elle est ensuite reversée à différentes factions, avec lesquelles le pouvoir installé par les États-Unis passe des accords en échange de « stabilité ». Ainsi, les puissances impérialistes dépensent 100 millions de dollars par jour pour entretenir les troupes, les chars, pour financer les bombardements et les opérations militaires et… 7 millions en « aide humanitaire » qui, dans sa majorité, ne parvient sous aucune forme à la population afghane.

La situation de la population empire et la misère s'accroît. Les lois anti-démocratiques héritées des talibans, que les puissances occidentales avaient parfois utilisés comme prétexte pour « libérer » l'Afghanistan, sont pour beaucoup, toujours en place. Du moment que les nouveaux cadres du régime post-taliban sont fidèles aux intérêts étatsuniens, ces derniers n'ont que faire de ce qu'ils font subir ou pas à la population afghane. Ainsi, un journaliste a été condamné à mort pour « blasphème » et le président du nouveau Sénat Afghan a été le premier à soutenir cette condamnation. Autant dire que sur tous les fronts, la « liberté » qu'étaient censées apporter les troupes étrangères n'existe que dans l'imaginaire impérialiste.



Les manœuvres tordues des puissances impérialistes pour consolider leur domination politique et économique sur l'ensemble de la planète ont causé une catastrophe humaine et sociale sans nom en Afghanistan.

Rien de bon ne peut venir des mitraillettes impérialistes ! Alors, exigeons sans aucune hésitation : troupes françaises comme étatsuniennes, hors d'Afghanistan !

Axel, [Nanterre]

De Long An à Pitesti, les luttes n'ont pas de frontière

Plus de 15000 ouvriers de l'usine taïwanaise Vietnam Ching Luh Shoes, sous contrat avec Nike, se sont mis en grève le 31 mars. Dans un contexte de forte inflation, ils réclamaient une augmentation d'environ 15 % de leurs salaires, c'est-à-dire un peu de huit euros…

Contre l'exploitation mondialisée

Une responsable syndicale a affirmé que deux jours plus tard le travail avait repris. Toutefois, elle a « omis » de préciser que des affrontements ont éclaté parce que les ouvriers refusaient la fin de la grève. Face à la détermination des grévistes, la réponse de la direction a été double : répression par le biais des forces de police et fermeture provisoire de l'usine. Dans l'espoir d'une rapide réouverture, le porte-parole de Nike a déclaré espérer que les syndicats faciliteraient le retour au travail. Ce cas n'a rien d'isolé : 150 grèves ont été recensées dans le pays depuis le début de l'année. En décembre, il y avait déjà eu une grève regroupant plus de 10000 personnes dans une des cinquante usines sous-traitantes de Nike au Vietnam. Tout comme Nike, Renault a fait les frais de sa politique de délocalisation ; les salariés roumains de l'usine Dacia ont fait grève pendant près de trois semaines, eux aussi pour une augmentation de leurs salaires.



… mondialisons nos luttes

Par leurs revendications, les salariés qu'ils soient vietnamiens ou roumains s'opposent à la logique de délocalisation de sites des grands groupes multinationaux, qui choisissent de s'implanter dans des pays à bas coût de main-d'œuvre. Ces derniers fuient les pays occidentaux en laissant des régions dévastées par le chômage pour s'installer dans des pays où ils surexploitent les travailleurs. C'est la même logique de profits qui nuit aux travailleurs du monde entier mais ici comme ailleurs, des résistances s'organisent pour contrer ces politiques.

Clément et ***Hélène***, [Metz]

Le Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde (CADTM) pointe les responsabilités des mesures imposées par le FMI et la Banque mondiale dans la catastrophe alimentaire mondiale

Lors de leur Assemblée de printemps à Washington, le FMI et la Banque mondiale ont souhaité tirer la sonnette d'alarme contre la forte hausse des prix des denrées alimentaires de base dans le monde et les émeutes de la faim qui en ont résulté dans plusieurs dizaines de pays.

En effet, en un an, les prix du riz et du blé ont doublé, celui du maïs a progressé de plus d'un tiers. Les stocks céréaliers sont au plus bas depuis 25 ans. Le coût d'un repas a fortement augmenté et les risques de famine sont très inquiétants.

Le CADTM souligne que la Banque mondiale semble surtout inquiète pour les troubles sociaux que cette situation engendre. Ces troubles pourraient sérieusement malmener le système économique néolibéral promu avec force depuis 25 ans par le FMI et la Banque mondiale : un système structurellement générateur de pauvreté, d'inégalités, de corruption, interdisant toute forme de développement et de souveraineté.

Le CADTM a identifié cinq grandes causes pour expliquer cette envolée des prix : dérèglements climatiques réduisant la production, hausse du prix des transports répercuté sur celui des marchandises, demande croissante de la Chine et de l'Inde en matières premières, développement catastrophique des agrocarburants qui excluent plus de 100 millions de tonnes de céréales par an du secteur alimentaire, spéculation intense suite à l'éclatement de la bulle de l'immobilier aux États-Unis. Mais ce n'est pas tout.



Le CADTM tient aussi à pointer la responsabilité du FMI et de la Banque mondiale. Après la crise de la dette du début des années 1980, dont l'effondrement du cours des matières premières était un élément déclencheur, le FMI et la Banque mondiale ont contraint les pays du Sud à adopter des politiques d'ajustement structurel qui se sont révélées dramatiques sur de nombreux plans. Au programme notamment : réduction des surfaces destinées aux cultures vivrières et spécialisation dans un ou deux produits d'exportation, fin des systèmes de stabilisation des prix, abandon de l'autosuffisance en céréales, fragilisation des économies par une extrême dépendance aux évolutions des marchés mondiaux, forte réduction des budgets sociaux, suppression des subventions aux produits de base, ouverture des marchés et mise en concurrence déloyale des petits producteurs locaux avec des sociétés transnationales…

Aujourd'hui, les populations du Sud paient le prix fort. Pour le CADTM, la question de la responsabilité du G8, du FMI et de la Banque mondiale doit être posée de manière claire et ces institutions doivent rendre des comptes sur leurs agissements depuis 20 ans. Un timide mea culpa de leur part dans un rapport semi-confidentiel ne peut suffire car elles continuent de défendre un modèle économique qui a fait la preuve de son échec en termes d'amélioration des conditions de vie et de développement humain.

Pour le CADTM, l'annulation totale et immédiate de la dette extérieure publique des pays du Sud et l'abandon des politiques néolibérales sont des étapes indispensables pour enclencher une logique économique radicalement différente, soucieuse de l'intérêt des populations du Sud et du principe non négociable de souveraineté alimentaire.

CADTM

Répression en Kanaky : Solidarité avec l'USTKE

Contre la répression coloniale

La LCR proteste contre la condamnation à six mois de prison ferme de Gérard Jodar, président de l'USTKE et les 22 autres condamnations (de 1 mois à un an ferme) prononcées aujourd'hui à Nouméa contre les autres syndicalistes. En infligeant des peines jamais prononcées en métropole pour des faits similaires (incitation à manifester ou participation à une manifestation durement réprimée), la justice coloniale ne fait que jeter de l'huile sur les braises d'une situation sociale tendue. La LCR assure le président de l'USTKE et tous ses militants de sa solidarité et popularisera en métropole leur combat pour faire annuler ce jugement inique.

Communiqué de la LCR
Le 21 avril 2008

Meeting de soutien à l'USTKE

L'Union syndicale des travailleurs kanaks et exploités (USTKE) organisait un meeting le 21 avril à Paris en soutien à 23 de ses militants condamnés par le tribunal correctionnel de Nouméa à des peines de prison.

Ils étaient venus en masse à la Bourse du travail à Paris pour soutenir les syndicalistes calédoniens de l'USTKE. L'État a fait condamné 23 d'entre eux ont été condamnés par le tribunal correctionnel de Nouméa à des peines de prison allant de 6 mois à 1 an avec, pour certains, de la prison ferme. Quant au président, Gérard Jodar, il a écopé de douze mois de prison dont six mois ferme. Ces condamnations font suite à douze heures de provocations organisées par les forces de l'ordre face aux adhérents de l'USTKE, le 17 janvier dernier, dans le cadre d'un long conflit à la société de transport urbain, Carsud, filiale de Véolia. Manifestations lors desquelles Gérard Jodar n'était pas présent.

Dans un discours bref et concis, Olivier Besancenot le porte parole de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) a déclaré : « Les camarades de Kanaky ont besoin de cette solidarité qu'on avait pu faire entendre il y a pas mal d'années (…) Dès qu'on touche aux intérêts de la mondialisation, ce qu'ont fait les camarades de l'USTKE, et bien ça réprime et ça réprime dur (…) Tout le symbole de la journée d'hier où la classe politique à l'unisson, avec Monsieur Sarkozy en tête, s'est rassemblée pour célébrer la mémoire d'Aimé Césaire. Et le même jour on a cette peine inacceptable, révoltante, avec des peines de prison ferme. L'État colonial sévit et sévit dur. »

Il faut maintenant que cesse la répression coloniale est Kanaky.

Les autres « I

Dossier

Slogans de mai 1968

Vivre sans temps mort et jouir sans entrave !

La barricade ferme la rue mais ouvre la voie.

Cours camarade, le vieux monde est derrière toi !

Je suis marxiste, tendance Groucho

Élections, piège à cons.

Quand l'Assemblée Nationale devient un théâtre bourgeois, tous les théâtres bourgeois doivent devenir des Assemblées Nationales. (À l'entrée du Théâtre de l'Odéon)

L'humanité ne sera heureuse que le jour où le dernier capitaliste aura été pendu avec les tripes du dernier bureaucrate.

La plus belle sculpture, c'est le pavé qu'on jette sur la gueule des flics.

Plus je fais l'amour, plus j'ai envie de faire la révolution. Plus je fais la révolution, plus j'ai envie de faire l'amour.

Je participe, tu participes, il participe, nous participons, vous participez, ils profitent.



Mai 1968 dans les pays de l'Est

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale et la « conférence de Yalta » qui vit les grandes puissances militaires et politiques se diviser le monde en des « zones d'influences » respectives, les pays de l'Est européen vivaient sous la domination de dictatures staliniennes, fidèles à Moscou.

Les méthodes violentes et abjectes des staliniens s'avérèrent cependant impuissantes à maintenir la domination soviétique sur l'Est européen. À deux reprises déjà, en 1953 en Allemagne de l'Est et en 1956 en Hongrie, de puissantes grèves générales à caractère révolutionnaire avaient mis en difficulté le pouvoir, sans pour autant parvenir à le renverser.

La répression sanglante de ces mouvements contribua à démontrer combien les régimes qui y étaient installés étaient tout le contraire du socialisme dont ils se réclamaient. D'autant plus que ces mouvements se fixèrent pour objectif le renversement du régime stalinien, et l'instauration d'un socialisme authentique, démocratique.

La mémoire de ces mouvements était encore fraîche, et le vent de révolte qui soufflait sur le monde en cette année 1968 n'allait pas épargner la jeunesse des pays de l'Est, à peine 15 ans après les grèves de 1953 et 1956. Le temps d'une génération qui arrive à maturité.

Avril-Mai 1968 : le Printemps de Prague

En avril 1968, le nouveau dirigeant du Parti communiste tchécoslovaque (PCT), Alexander Dubcek, annonce l'application d'un nouveau programme, celui du « socialisme à visage humain ».

Contrairement aux épisodes de 1953 et 1956 qui trouvèrent de puissants appuis dans les milieux ouvriers, cette fois-ci c'est essentiellement du milieu intellectuel que bourgeonne le Printemps de Prague. En effet, dès 1967, un large mouvement d'intellectuel avait fait pression sur le dirigeant du PCT précédent, Novotny, pour l'instauration de libertés démocratiques. Ce mouvement s'inscrivait dans la période de dégel politique que connaissait l'Est suite à l'assouplissement des appareils bureaucratiques qui prétendaient se « déstaliniser ».

Imposées par la contrainte d'aller dans ce sens par une opinion de plus en plus hostile, les réformes de Dubcek ne remettaient pas en cause les fondements du régime. Elles garantissaient cependant la liberté d'expression et certaines avancées démocratiques comme l'installation de comités d'entreprises. Toutefois, l'enclenchement de ces réformes débouche sur une vague d'espoir, de foisonnement d'idées qui vont également caractériser le mouvement étudiant au mois de mai en France.

Cette période est celle de l'apparition de clubs politiques, de débats publics, de séances d'interpellations de représentants du gouvernement, de journaux indépendants.

Parallèlement à cette évolution, la direction du PCT tend à s'autonomiser par rapport à Moscou, affirmant entre autre vouloir trouver « sa propre voie » vers le socialisme. Elle y est poussée par une contestation toujours plus forte qui s'exprime dans la société tchécoslovaque contre la domination soviétique.

La normalisation de l'Est

Ne souhaitant pas que ces évènements constituent un exemple à suivre pour les « démocraties populaires », c'est-à-dire les autres pays dominés par ces régimes, le gouvernement de l'URSS dirigé par Brejnev ordonne la fin de ces réformes « anti-socialistes » !

Cette démocratisation du régime est donc de courte durée. L'Armée rouge et les troupes de quatre autres membres du pacte de Varsovie (Hongrie, Pologne, Bulgarie et Allemagne de l'Est) envahissent la Tchécoslovaquie dans la nuit du 20 au 21 août 1968 et mettent fin au Printemps de Prague.

Brisé par la répression, le Printemps de Prague a ensuite été récupéré par les réactionnaires pour en faire un événement anticommuniste. Alors même que c'était pour un « socialisme à visage humain » que manifestait la jeunesse tchécoslovaque.

Mais malgré la mémoire dénaturée par la classe dirigeante, il n'est pas dit que les opprimés du monde entier ne retrouveront pas tout naturellement le souvenir de ce joli Printemps de Prague.

Axel, [Nanterre]

1968 et le Black Power

Les années 60 et 70 sont une époque de remise en cause d'une des plus grandes armes de la bourgeoisie contre les travailleurs : le racisme.

Aux États-Unis se produit ainsi le mouvement de masse anti-raciste le plus important de l'histoire, qui va marquer la conscience de millions d'opprimés.

Le mouvement pour les Droits Civiques de la population Noire, qui vit toujours sous la ségrégation dans les États du Sud, éclate en 1956, et obtient en 1965, au bout d'un combat acharné

(Boycotts, manifestations de masse, marches à travers les États du Sud), la déségrégation, le droit de vote et l'égalité juridique.



Cependant, cette victoire démocratique ne s'accompagne pas d'améliorations réelles en termes de conditions de vie et les inégalités économiques et sociales entre Noirs et Blancs demeurent.

Une partie des militants Noirs va se radicaliser dans le sillage de Malcolm X, qui se rapproche des idées révolutionnaires. Il est assassiné par la CIA en 1965.

L'orientation radicale de confrontation avec l'État Américain, plutôt que l'intégration aux institutions, va désormais s'imposer pour plusieurs années.

Ainsi est créé en 1966 le Black Panthers Party, qui se revendique du nationalisme Noir (Frantz Fanon et Malcolm X) et des idées maoïstes et marxistes, qui prône l'auto-organisation des Noirs et la lutte armée contre la violence policière et le racisme.

Le BPP prend rapidement une ampleur nationale et organise des dizaines de milliers d'opprimés dans les ghettos, le tout sur fond de révolte de plus en plus massive contre la Guerre du Vietnam, en particulier dans la jeunesse.

Entre 1964 et 1967, des émeutes dans les ghettos Noirs des plus grandes villes américaines (Detroit, Los Angeles, Newark, New York) secouent la classe dirigeante. La répression est sauvage (plusieurs dizaines de morts et des dizaines de milliers d'arrestations).

Martin Luther King lui-même se radicalise : il rompt ses liens avec le Parti Démocrate, s'oppose à la guerre du Vietnam, et soutient des grèves et des marches de chômeurs. Cette évolution lui vaudra d'être à son tour assassiné par le FBI en 1968. Sa mort provoque des émeutes dans des dizaines de villes.

Le Black Panthers Party est déclaré ennemi public numéro 1 par le gouvernement américain. Entre 1968 et 1973, 35 de ses dirigeants tombent sous les balles du FBI et de la CIA, des dizaines sont emprisonnées, les infiltrations provoquent des conflits et des dissensions internes, et le gouvernement injecte massivement de la drogue dans les ghettos. Au début des années 70, le BPP est ainsi anéanti.

Parallèlement, une expérience encore plus aboutie d'auto-organisation des Noirs a lieu dans le berceau de la classe ouvrière américaine, dans les usines automobiles de Detroit.

En mai 1968, face au racisme et au conservatisme du syndicat officiel de l'automobile UAW, les travailleurs Noirs des usines Chrysler de Detroit forment un syndicat : le DRUM, Dodge Revolutionnary Union Movement, qui en juillet de la même année met en grève 4 000 travailleurs.

D'autres sections syndicales sont créées : FRUM dans les usines Ford et ELRUM dans une 2ème usine Chrysler. En 1969, le DRUM se donne une expression politique en créant la Ligue des Travailleurs Noirs Révolutionnaires.

La Ligue des Travailleurs Noirs Révolutionnaires et les syndicats RUM représentent une étape supplémentaire dans le mouvement, grâce à sa compréhension, qui manquait au Black Panthers, de la centralité de la classe ouvrière dans la lutte contre le capitalisme.

Ils ne parviendront pas malgré tout à étendre leur lutte aux travailleurs Blancs, et des divergences de stratégies syndicales et politiques auront raison de cette expérience. Dès 1971 la Ligue connaît une scission, en 1975 le syndicat disparaît.

Une page se tourne, la bourgeoisie parvient à reprendre l'initiative et une partie du mouvement Noir s'intègre aux institutions, mais le souvenir des combats des années 60-70 demeure dans la mémoire collective des opprimés, comme le montrent les émeutes de 1992 à Los Angeles.

Youri, [Nanterre]

mai 1968 »...

Le Vietnam : l'engagement d'une génération

En 1968, cela fait plus de vingt ans que le Vietnam est en guerre. Après la victoire du peuple vietnamien sur le colonialisme français, symbolisé par la victoire de Dien Bien Phu en 1954, l'impérialisme étatsunien succède, motivé par la peur d'un basculement de la péninsule asiatique vers le bloc de l'est.

D'un impérialisme à un autre

L'engagement se fait dans la durée ; en 1955, l'armée américaine envoie des « conseillers » militaires chargés de former l'armée du Vietnam du Sud, le but étant de maintenir un régime anticommuniste au sud pour lutter contre la République démocratique du Vietnam. La guerre du Vietnam s'intensifie d'année en année à mesure que l'engagement militaire étatsunien s'amplifie. L'utilisation des armes chimiques, comme l'agent orange produit par la multinationale Monsanto, devient quotidienne. Le peuple vietnamien est soumis à des bombardements intensifs, « des nettoyages » de villages où l'armée se livre à de multiples exactions. Pour l'état-major étatsunien, cette guerre est imperdable ; bien plus qu'une guerre, elle est le symbole de l'impérialisme étatsunien. Car au-delà du Vietnam, les États-Unis sont engagés dans une multitude de conflits de manière directe ou indirecte, comme c'est le cas dans tout le continent sud américain (Argentine, Chili, Bolivie), leur véritable pré carré.

« Créons un, deux, trois Vietnam ! »

Cet appel célèbre du Che marque l'importance de la guerre du Vietnam dans les consciences et dans les luttes pour l'autonomie des peuples. À la fin des années soixante, le mouvement contre la guerre ne cesse de croître aux quatre coins du monde. En avril 1967, 200 000 personnes défilent à New York. Les étudiants se mobilisent et occupent leurs universités, le mouvement gagne de l'ampleur et s'intensifie, on aide les appelés à fuir au Canada. Au-delà de la guerre, c'est l'impérialisme économique et militaire qui est rejeté.

À la rentrée 1967, dans les lycées de Paris, c'est la naissance des comités Vietnam ; c'est aussi le début d'une expérience de lutte et d'organisation pour toute une jeunesse qui rejette la société capitaliste. En 1966, une manifestation européenne contre les guerres impérialistes est organisée. On assiste, à la fin des années soixante, à une renaissance de l'internationalisme à une échelle mondiale. Une véritable solidarité internationaliste se crée. On aide les peuples en lutte ; des réseaux se tissent pour venir en aide aux résistants nord-vietnamiens, on attaque les ambassades et autres symboles de l'impérialisme. Dans les comités, les débats font rage : que penser d'Ho chi Min qui est l'un des principaux dirigeants de la résistance mais qui a liquidé une partie de l'opposition de gauche et notamment le trotskyste Tha Thu Thau ?

De l'Allemagne en passant par le Japon, c'est toute une jeunesse qui a les yeux tournés vers le Vietnam, qui prend conscience que seuls nous ne sommes rien, mais qu'ensemble, tous ensemble nous pouvons changer cette société.



Aurélien, [Le Mans]

L'explosion de 68 peut-elle se reproduire ?

Les grands médias nous présentent mai 1968 comme une période d'agitation étudiante un peu violente mais centrée sur des problèmes « de société » comme la libération sexuelle. mai 1968 a en réalité prouvé qu'une grève générale débouchant sur un renversement du capitalisme était possible même dans un pays fortement industrialisé.

On nous présente aussi mai 1968 comme un événement sorti d'une époque qui n'a plus rien à voir avec aujourd'hui. Si on regarde le contexte économique de l'époque, il y a effectivement beaucoup de différences. Mais est-ce que cela prouve pour autant que la révolution est devenue impossible ?



Une période de prospérité et de paix dans les pays riches

Au sortir de la deuxième guerre mondiale, l'Europe était dévastée et le monde passe à deux doigts d'une troisième guerre mondiale en 1950 avec la guerre de Corée. Dans les années qui suivent, une « coexistence pacifique » s'installe entre URSS et USA.

Pendant les 30 années qui suivent la deuxième guerre mondiale, l'ensemble des pays capitalistes fortement industrialisés connaît une période de croissance durable et stable. Il n'y a pas de chômage de masse : moins de 3 % en 1968. Le niveau de vie des travailleurs augmente significativement, et la majeure partie des salariés d'Europe et des USA accède à de nouveaux biens de consommation (voiture, réfrigérateur, télé…). Ce n'est pas seulement le produit d'une évolution économique « naturelle », mais aussi de luttes sociales et de choix politiques de la classe dirigeante : comme elle fait des profits importants, elle choisit de faire des concessions aux travailleurs en leur cédant des droits sociaux (sécu, services publics, code du travail…), et aux peuples en cédant l'indépendance nationale sous l'impact des luttes anticoloniales.

Cela a amené un grand nombre de théoriciens à déclarer que les révolutions n'étaient plus possibles que dans les pays pauvres et dominés par l'impérialisme, comme la Chine, Cuba… La classe ouvrière occidentale n'était plus selon eux une force révolutionnaire car elle s'était intégrée à la « société de consommation ».

Les révolutions du passé

De plus, presque toutes les révolutions socialistes ou situations révolutionnaires du passé avaient eu lieu en conséquence :

- soit de guerres, comme en France en 1871 avec la Commune de Paris, les révolutions russes de 1905 et de 1917, et les situations révolutionnaires en Grèce, Italie, France, Yougoslavie suite à la 2ème guerre mondiale.
- soit de crises économiques comme celle de 1929 qui avait débouché sur les affrontements révolutionnaires (France, Espagne, Allemagne…) des années 30.

L'idée dominante parmi les militants de gauche était que la révolution serait la conséquence d'une situation de type « catastrophique ». Peu nombreux étaient ceux qui continuaient à défendre la perspective révolutionnaire dans les vieux pays capitalistes.

Toute la période plus ou moins révolutionnaire autour de 68, tout particulièrement en Europe du Sud (Italie en 69, 73, 75, révolution portugaise en 74, Chute du Franquisme en 76 en Espagne…) marque le retour en force de l'hypothèse révolutionnaire… Au beau milieu de la plus longue période de prospérité que le capitalisme ait connue.

mai 1968 et nous

Si le capitalisme a été ébranlé à l'époque, c'est qu'il peut l'être aujourd'hui.

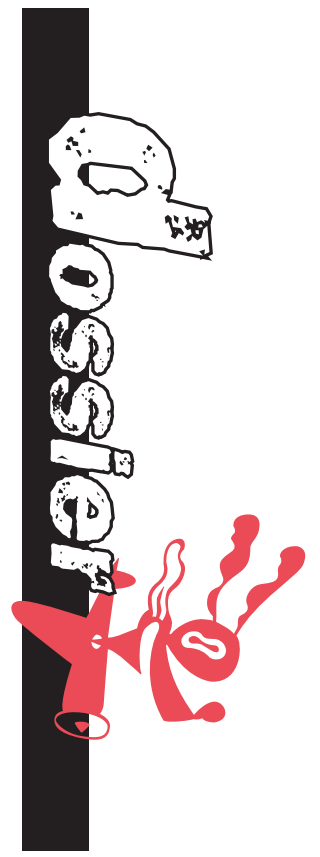
Il est clair que par rapport à 68, il y a des difficultés supplémentaires : le chômage de masse et la précarité poussent les travailleurs à l'individualisme, la perte de puissance et de crédibilité des organisations du mouvement ouvrier et du projet socialiste qu'elles étaient censées défendre…

Mais cette même situation donne aux peuples et aux travailleurs encore plus de raisons de se révolter : qui peut aujourd'hui avoir envie de défendre un système comme le capitalisme de 2008 ? D'un côté, la résurgence du racisme, la multiplication des guerres, le spectre des catastrophes écologiques, la réalité de plus en plus violente de l'exploitation au quotidien, une offensive de plus en plus frontale contre nos droits de la part de la bourgeoisie… Et de notre côté, des luttes parfois massives, parfois victorieuses et une certitude : on ne pourra pas continuer à supporter cette situation éternellement. Ça explosera un jour ou l'autre, peut-être même bien plus fort qu'en 68…

Bruno, [Nanterre]



Jetsop



JO de Mexico – 1968

Avec les JO de Pékin, on ne peut s'empêcher de se rappeler les JO de 68 à Mexico. Ceux-ci ont pris place dans un contexte de répression féroce contre le mouvement démocratique des étudiants mexicains qui a fait des centaines de morts et autant de blessés. Mais le plus marquant fut l'expression des athlètes Noirs américains lors des remises de médailles qui protestaient contre le régime ségrégationniste aux États-Unis. Tout le monde a en tête l'image de Thommie Smith et John Carlos, levant le poing ganté de noir, pieds nus et la tête baissée pendant que résonne l'hymne américain. Le Black Power s'affichait à l'échelle internationale. Cette année-là aussi, la politique rejoignait le sport.

Ils ont dit sur mai 1968

Cohn Bendit (ex-anar devenu libéral) :

« Ceux qui lancent les révolutions sont toujours les cocus de l'histoire. » (1968)

« 68, c'était formidable… Ca a commencé par une transformation formidable de la société française. La preuve, c'est qu'un homme deux fois divorcé est président de la République ! » (2008)

De Gaulle (Président en 68) :

« Je ne me retirerai pas… Je ne changerai pas de Premier ministre… Je dissous aujourd'hui l'Assemblée nationale. »

Sarko

« Mai 1968 nous avait imposé le relativisme intellectuel et moral (…) Les héritiers de mai 1968 avaient imposé l'idée que tout se valait, qu'il n'y avait donc désormais aucune différence entre le bien et le mal, aucune différence entre le vrai et le faux, entre le beau et le laid. Ils avaient cherché à faire croire que l'élève valait le maître, qu'il ne fallait pas mettre de notes pour ne pas traumatiser les mauvais élèves, et que surtout il ne fallait pas de classement. Que la victime comptait moins que le délinquant. (…) Dans cette élection, il s'agit de savoir si l'héritage de mai 1968 doit être perpétué ou s'il doit être liquidé une bonne fois pour toutes. »

Interview de Céline, du comité NPA du lycée agricole d'Auzeville (31)

RED : Avant de participer au comité NPA sur ton lycée, étais-tu déjà dans une organisation ?

Céline : Non, je n'ai jamais fait le pas, mais j'avais une opinion politique et un avis critique sur tout ce qui se passe en ce moment. Je ne me reconnaissais pas entièrement dans les organisations politiques. Par contre, je participais aux différentes luttes lycéennes.

RED : Pourquoi as-tu fait le choix de participer au processus de création du nouveau parti ?

Céline : Pour moi, il y a un réel problème dans notre société. Les profits des uns explosent pendant que la jeunesse se précarise, les catastrophes écologiques se multiplient… J'ai conscience qu'il faut changer les choses, c'est pour cela que je m'investis dans les luttes. Je n'avais jamais milité dans une organisation politique, et je pense qu'il manque aujourd'hui cet outil pour que nous luttions tous ensemble. Si je participe au comité sur mon lycée, c'est pour être présente dans la création de ce nouveau parti qui pourrait nous permettre d'avoir une vision plus globale des attaques que l'on subit, dans l'Éducation par exemple.

RED : Pour toi, quel est le rôle de ce comité ?

Céline : Il doit être le cadre de réflexions sur de nombreux sujets tels que le féminisme, l'écologie, l'antiracisme… Il y a aussi un enjeu démocratique : dans nos lycées, il doit nous permettre de donner notre avis et de montrer que les lycéens aussi peuvent avoir et affirmer une opinion. Il faut que l'on réfléchisse à comment être visible sur notre bahut, en rédigeant des tracts par exemple, même si leur impact est limité.

Le Nouveau Parti Anticapitaliste doit être un outil pour les luttes. Même s'il ne doit pas se substituer à un comité de lutte plus large, il faut qu'il y ait cette force pour montrer que ce ne sont pas des attaques isolées, mais qu'elles s'inscrivent dans des enjeux politiques plus généraux.

Cela permet aussi de politiser les lycéennes et lycéens, en ayant aussi une apparition politique en dehors des mobilisations.

RED : Quelle activité politique avez-vous déjà mené dans votre comité ?

Céline : Avant la mobilisation lycéenne, on voulait travailler sur des thèmes précis. Comme nous sommes dans un lycée agricole, l'écologie nous intéressait un peu tous. Maintenant que nous sommes en pleine mobilisation, nous avons déjà rédigé un tract NPA pour appeler à une manif, et nous comptons faire pareil à la rentrée, en mettant au verso ce qu'il sera ressorti de nos discussions sur l'écologie.

RED : Quelles suites donnes-tu à ton comité en terme d'organisation et de structuration ?

Céline : On a déjà commencé à se réunir avec les autres comités présents sur la ville. Il faut que l'on continue dans cette voie.

Il faudrait aussi qu'on travaille plus avec les comités proches du nôtre, avec pourquoi pas l'élaboration de tracts en commun avec les étudiants.

On a aussi commencé à parler entre nous de la question de la jeunesse. Pour moi, il est important qu'il y ait une organisation « jeune » pour répondre aux problèmes spécifiques, une organisation qui restera forcément liée au parti.

Propos recueillis par Florian, [Toulouse]

Bilan de la réunion nationale jeunes NPA des 5-6 avril

Les 5 et 6 avril, une réunion nationale des jeunes pour un nouveau parti anticapitaliste a eu lieu à Paris. Nous étions plus de 250, plus de 30 villes étaient représentées.

Discussions… Et action !

La première discussion, « Quel nouveau parti voulons-nous construire ? » avec Olivier Besancenot, a surtout tourné autour de la question de l'engagement, du militantisme, de la nécessité que tous s'impliquent activement dans le processus.

Nous avons mis cela en pratique, en participant ensemble à la manifestation nationale pour la régularisation des sans-papiers. Ce premier cortège nombreux et dynamique des « jeunes pour un nouveau parti » laisse déjà entrevoir ce que pourra être la force de frappe du nouveau parti dans la jeunesse !

Dans la jeunesse, c'est parti !

Puis nous avons fait un premier état des lieux du processus dans la jeunesse. Il existe pour l'instant au moins 25 comités jeunes. De nombreux autres sont en cours de constitution. Il y a aussi de nombreux jeunes impliqués dans des comités de ville.

Un Nouveau Parti pour mieux lutter

Puis nous nous sommes divisés en ateliers pour approfondir sur certains thèmes (Antiracisme, Féminisme, Internationalisme) et certains secteurs d'intervention (Facs, Lycées, Jeunes Travailleurs, Quartiers). Les discussions en plus petits groupes ont permis une plus grande participation et un échange plus direct sur les expériences locales. L'atelier lycéen, en particulier, a permis de faire le point sur la mobilisation et de se coordonner pour construire le mouvement de la manière la plus efficace.

Actualité de mai 1968

La dernière discussion de la journée a porté sur les 40 ans de mai 1968, et sur la nécessité de faire converger les différentes luttes dans un mouvement d'ensemble contre le gouvernement. Daniel Bensaid a été ovationné, après avoir conclu que le nouveau parti ouvrait la possibilité de faire passer des milliers de jeunes de la révolte à la révolution !

Sur l'autonomie de la jeunesse…

Dimanche, le débat sur la jeunesse a tourné en discussion entre partisans et opposants d'une certaine autonomie des jeunes au sein du Nouveau Parti. Avec, entre les deux, la majorité des participants qui se sentait un peu larguée… On peut regretter que le débat se soit posé dans ces termes-là… La leçon c'est que pour construire une organisation ensemble il faut d»abord faire ressortir les points communs plutôt que les divergences.



En avant !

Le bilan de cette réunion c»est que tout le monde ressent le besoin de se coordonner, de mutualiser les expériences, et de se doter d'outils pour cela, par exemple une liste de discussion, un bulletin de liaison et un cadre national de coordination pour les comités jeunes et les jeunes des comités. Ces éléments font de la réunion une réussite !

Carlito, [Nanterre]

Interview de Frédéric, militant au collectif Jeudi Noir

RED : En quoi consiste le collectif Jeudi Noir ?

Le collectif Jeudi noir s'est créé en octobre 2006. Le nom fait référence au crash boursier de 1929, mais le jeudi est aussi le jour où sont publiées les offres immobilières sur Particulier à Particulier.

Notre collectif s'est créé afin de dénoncer la flambée des prix de l'immobilier qui pénalise principalement les jeunes et les plus précaires. Aujourd'hui, énormément de propriétaires abusent de leur position dominante pour exiger des loyers inabordables. Nous avons trouvé l'exemple d'un 14 m2 à Paris à louer pour 850 euros par mois !

Nos premières actions consistaient à nous inviter à nombreux dans les studios à visiter, prévenir les journalistes, profiter pendant un moment du lieu pour faire la fête et si possible interviewer le propriétaire pour lui demander de justifier les raisons pour lesquelles ses loyers sont si chers ! Ces actions ont permis de nous faire connaître médiatiquement et de populariser notre collectif.

À partir de décembre 2006, nous avons commencé à organiser des réquisitions de logements vides, en nous coordonnant avec d'autres orgas (Droit Au Logement, Macaq). L'objectif de ces occupations était de permettre à des étudiants et des familles en difficulté de se loger, mais également de lutter contre la politique qui consiste à laisser des logements vides livrés à la spéculation, tandis que deux millions de logements sont inoccupés et que les loyers explosent. Nous nous sommes installés au « Ministère de la Crise du Logement », puis nous avons obtenu en mai 2007 qu'il soit racheté par l'office public de la mairie de Paris.

RED : Quelles sont vos revendications pour résoudre la crise du logement ?

Récemment, nous avons lancé un appel unitaire « dix et une propositions pour sortir les jeunes de la galère du logement ». Cet appel exige l'application de la loi SRU (20 % de logements sociaux minimum), l'interdiction des expulsions sans relogement, l'application de la loi de réquisition des logements vides, le gel des loyers, la construction massive de cités U.

L'appel a permis de rassembler largement sur ces propositions. L'UNEF, SUD Etudiant, le MJS, le MJCF, les JCR et d'autres organisations l'ont signé. Maintenant, il va falloir concrétiser cela.



RED : Que penses-tu du processus de construction du nouveau parti anticapitaliste ?

D'abord, je veux préciser que Jeudi Noir est un collectif indépendant de toute organisation politique particulière, même si chaque militant est libre de s'investir où il veut.

Nous sommes plusieurs militants de Jeudi Noir à participer au comité NPA précaires sur Paris. Ce comité vient juste de commencer à se réunir, mais les participants sont motivés et les débats intéressants. Pour l'instant j'observe, on y verra plus clair sur le processus dans quelques semaines.

Propos recueillis par Romain, [Vitry]

Établissements pénitentiaires pour mineurs

Le sixième Établissement Pénitentiaire pour Mineurs (EPM) vient d'ouvrir en région parisienne et un septième est prévu pour septembre prochain.



Petit rappel

En France, un mineur peut être incarcéré à partir de 13 ans. Jusqu'à présent, ils étaient détenus dans des quartiers réservés au sein de Maisons d'Arrêt. Les EPM visent à améliorer les conditions d'incarcération des mineurs en y intégrant des éducateurs, plus d'activités culturelles et sportives et au moins une matinée de scolarité obligatoire par jour.

Donc c'est mieux, non ?

En théorie, les EPM, c'est mieux que les quartiers mineurs... Il y a fort à parier que les juges aient encore moins de scrupules pour incarcérer les mineurs (« après tout ils vont s'y amuser et puis il y a des éducateurs pour faire attention à eux »).

Le gouvernement rassure. « Oui, nous vous protégeons de tous ces voyous qui font grimper le sentiment d'insécurité, nous construisons des prisons pour eux » !

D'un autre côté

Mais le même gouvernement diminue les moyens de prévenir l'incarcération : prévention, suivi éducatif, des mots qu'il veut faire oublier. D'ailleurs, Rachida Dati, ministre de la Justice, affirme son intention de réformer l'ordonnance de 1945 (qui fonde le droit des mineurs et instaure le principe de primauté de l'éducatif sur le répressif) : abaisser l'âge de la responsabilité pénale à 10 ans, plus de sévérité pour les délinquants...

Elle semble vouloir faire des jeunes délinquants la cause des problèmes, mais la place des mineurs, même ceux qui ont fait des bêtises, n'est pas en prison ! Peut-être que Dati devrait essayer de donner des moyens aux gens qui bossent avec les jeunes pour les empêcher d'aller en prison... Ne serait-ce pas un meilleur début ?

Macha, [Nanterre]



«Vichy style» : quand un État raciste veut faire du chiffre...

Circulaire interne à la Préfecture des Hauts de Seine (92, Nanterre) : ancien département de Sarko, et peut-être futur domicile du FN...

PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE

DIRECTION DE LA POPULATION
ET DE LA CITOYENNETE
Bureau
Affaire suivie par : M. Martin
Tél : 01 40 97 27 30
Fax : 01 40 97 27 08
Courriel : philippe.martin@hauts-de-seine.pref.gouv.fr

Nanterre, le 28 février 2008

NOTE

aux

Agents des sections Accueil (guichets pré-accueil)
et
Contrôle (cellule « régularisation »)

Objet : Interpellation au guichet des étrangers faisant l'objet d'une OQTF notifiée ou d'un APRF

Afin d'assurer la reconduite effective des étrangers faisant l'objet d'une OQTF notifiée depuis au moins un mois ou d'un APRF daté de moins d'1 an, il a été décidé de procéder à l'interpellation systématique de ces catégories d'individus lorsqu'ils se présentent spontanément au guichet du bureau des étrangers.

Vous trouverez ci-après la procédure à appliquer pour mener à bien ces interpellations.

1 – Les étrangers susceptibles d'être interpellés au guichet

La procédure d'interpellation vise *2 catégories d'étrangers* en situation irrégulière, définies ci-après.

- L'étranger faisant l'objet d'une *OQTF notifiée depuis plus d'un mois*
- L'étranger à l'encontre de qui a été pris un *APRF daté de moins d'1 an*

Dans les 2 cas, l'étranger se présente *spontanément* en préfecture, ce qui exclut l'hypothèse du déplacement sur convocation, et dispose de son *passeport en cours de validité*

ADRESSE POSTALE : 167-177, avenue Joliot Curie – 92013 Nanterre Cedex
SERVEUR VOCAL INTERACTIF : 0821.80.30.92 / TELECOPIE : 01.47.25.21.21/ COURRIEL : courrier@hauts-de-seine.pref.gouv.fr
ADRESSE INTERNET : http://www.hauts-de-seine.pref.gouv.fr

2 – L'interpellation consécutive à la présentation de l'étranger au guichet pré-accueil

Lorsqu'un étranger se présente de sa propre initiative pour demander la régularisation de sa situation ou le réexamen de celle-ci, l'agent chargé du pré-accueil consulte AGEDREF.

Dans le cas où l'étranger en question appartient à l'une des 2 catégories définies au paragraphe 1, le schémas chronologique suivant est appliqué :.

- L'étranger remet son passeport à l'agent
- L'étranger est invité à prendre place dans la salle d'attente
- L'agent saisit le chef de la section Eloignement (en son absence : le chef de bureau ou son adjoint)
- Le chef de la section Eloignement saisit la DDSP et informe le chef de la section Accueil
- L'interpellation sera réalisée en cabine fermée

3 – L'interpellation consécutive à la présentation de l'étranger au guichet « régularisation »

Pour rappel, à compter du 11 mars prochain, les étrangers sollicitant une régularisation ne doivent plus adresser leur dossier par voie postale mais se présenter physiquement le mardi ou le jeudi matin pour un entretien de pré-examen qui conduira le cas échéant à un RDV pour ESA approfondi.

Il s'agit de l'hypothèse où l'étranger se présenterait à cet entretien sans être préalablement passé par le guichet du pré-accueil.

L'agent chargé de recevoir les demandeurs de régularisation suivra la procédure décrite ci-après :

- *Rappel : L'agent chargé de l'accueil-salle se fait remettre les passeports des 8 premiers candidats à l'entretien et les transmet à l'agent chargé de les recevoir*
- Afin d'identifier parmi les étrangers présents ceux qui sont interpellables, l'agent de la cellule « régularisation » consulte AGEDREF avant de commencer les examens de situation
- Si la consultation est positive, cet agent informe le chef de la section Eloignement (ou chef de bureau/adjoint) qui organise l'arrestation en liaison avec la DDSP et le chef de la section Accueil

Je vous rappelle que l'éloignement des étrangers en situation irrégulière est une mission prioritaire de notre service : nous avons en ce domaine une obligation de résultat. Je vous demande donc d'appliquer avec un zèle particulier les instructions contenues dans la présente note, tout spécialement la consultation systématique et attentive d'AGEDREF.

Le Chef de Bureau
Signé
Philippe MARTIN

ADRESSE POSTALE : 167-177, avenue Joliot Curie – 92013 Nanterre Cedex
SERVEUR VOCAL INTERACTIF : 0821.80.30.92 / TELECOPIE : 01.47.25.21.21/ COURRIEL : courrier@hauts-de-seine.pref.gouv.fr
ADRESSE INTERNET : http://www.hauts-de-seine.pref.gouv.fr

Tendance

Luttons pour la survie du service public de l'Enseignement :

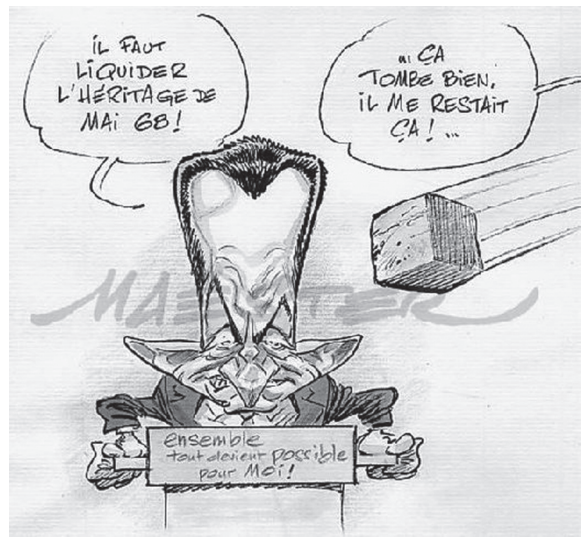
L'Institut d'Études Politiques de Toulouse connaît depuis plusieurs années une hausse des frais d'inscription. Cette année, le Conseil d'Administration a voté une nouvelle hausse de 196 euros et ce malgré la mobilisation étudiante. Après une AG, le blocage a été voté.

À l'heure actuelle, l'administration n'est plus en mesure d'imposer ses conditions et lâche du terrain. Les étudiants ont montré leur force et rappelé que la lutte est une nécessité à ceux qui en doutaient encore !

Focus

40 ans après mai 1968...

Ce n'est toujours qu'un début !



Mai 1968 commence dans une situation particulière. Dans la jeunesse, l'actualité politique internationale provoque une forte radicalisation. La guerre d'Algérie, la révolution cubaine et la mort du Che, la guerre du Vietnam... Autant d'évènements qui contribuent à la politisation de franges importantes de la jeunesse.

Contexte et situation

Même si ce n'est pas toujours dans la ligne du Parti Communiste Français, l'Union des Étudiants Communistes (UEC) organise une grande partie de la jeunesse politisée. Dans le reste de la société, les organisations réformistes et bureaucratiques sont hégémoniques. Le PCF et la CGT bénéficient toujours d'une très forte implantation dans la classe ouvrière. Parallèlement, les organisations révolutionnaires sont très faibles. La JCR a été créée en 1965 après l'exclusion de militants de l'UEC et ne représente à la veille de mai que 300 militants.

L'arrivée à l'université de la génération du baby-boom, qui multiplie par dix le nombre d'étudiants en quelques années, provoque certaines modifications dans le milieu étudiant. Les petits boulots, les galères de logement et les fins de mois difficiles commencent à débarquer chez les étudiants.

La morale est toujours très stricte. Hommes et femmes sont séparés dans les cités U, la contraception est inexistante, l'autorité familiale omniprésente... Autant de normes qui restent à briser !

Du 22 mars au 13 mai

mai 1968 commence en mars. Après l'arrestation d'un militant de la JCR de Nanterre pendant une action pour le Vietnam, 150 étudiants décident d'occuper la tour administrative de l'université de Nanterre. C'est la naissance du Mouvement du 22 mars. Les confrontations avec l'extrême droite et la police se multiplient. Le 2 mai, le doyen de la fac craque : il décide la fermeture de l'université.

Le 3 mai, un meeting de protestation contre la fermeture de Nanterre est organisé dans la cour de la Sorbonne. La police disperse violemment le meeting et interpelle plusieurs centaines de personnes. C'est le début de l'explosion. La grande masse des étudiants se solidarise avec leurs camarades interpellés et s'oppose avec violence à cette rafle.

Après cela, les manifestations rythment le mouvement de façon presque quotidienne. Elles se terminent presque toutes à la Sorbonne et finissent en violents affrontements avec la police. Le réflexe de la barricade apparaît très rapidement : c'est le meilleur moyen pour se défendre contre la police.

Durant ces journées, le climat insurrectionnel va croissant. Les objectifs des étudiants peuvent sembler dérisoires (« Libérez la Sorbonne et nos camarades »), mais ce n'est pas rien de s'affronter quotidiennement à la police et à l'État pour les obtenir. Cependant, il manque un acteur essentiel au mouvement pour répondre vraiment aux enjeux : la classe ouvrière.

La encore, c'est la police qui va permettre à la classe ouvrière d'entrer dans la bataille, même si le PCF fait tout pour diviser étudiants et ouvriers. À la suite de la nuit du 10 au 11 mai, où les affrontements durent toute la nuit avec plusieurs centaines de blessés et d'interpellés, les syndicats appellent à une grève générale d'une journée, le 13 mai pour protester contre la répression.

Face à cette menace d'extension, le Premier Ministre Pompidou annonce la réouverture de la Sorbonne et la libération des interpellés. Mais il est déjà trop tard pour désamorcer le conflit.

La grève générale

Le 13 mai est le signal du ralliement de la classe ouvrière. 800 000 manifestants défilent à Paris et à peu près autant dans le reste de la France. Les travailleurs ont compris que les étudiants avaient réussi à mettre en échec le gouvernement par leurs moyens d'action et veulent rompre avec les journées d'action sans lendemain, habituelles à la CGT. Un mouvement spontané d'occupation d'usines et de grève générale se lance dès le 14 mai.

La grève commence à prendre de l'ampleur dans la métallurgie et se répand rapidement, notamment dans les transports. De 200 000 grévistes le 17 mai, on passe à 2 millions le 18 et 4 millions le 20 mai. La grève s'étend dans toutes les régions et tous les secteurs. Le 22 mai, il y a 8 millions de grévistes dans tout le pays. En neuf jours, la grève est devenue générale et illimitée sans aucun appel des directions syndicales.

Le 24 mai, De Gaulle doit faire une allocution. Le président prononce son discours, il propose un référendum et met en jeu son mandat sur le résultat de ce référendum. Cette intervention fait un bide total. Immédiatement, des milliers de manifestants scandent « Adieu De Gaulle, adieu ! ». S'en suit une nouvelle nuit d'affrontements dans tout Paris, qui durera jusqu'à 6h du matin.



Du 25 au 27 mai ont lieu les négociations de Grenelle entre le gouvernement, le patronat et les syndicats. Ces négociations sont pour le pouvoir le seul moyen de sortir de la crise. Elles débouchent sur des augmentations de salaire, 20 % d'augmentation du SMIG, une semaine de congés en plus dans certaines branches et la reconnaissance des sections syndicales dans les entreprises. Ces accords sont très majoritairement rejetés par les travailleurs en grève.

C'est là que commencent les grandes manœuvres politiciennes. Dans tous les sens, les partis traditionnels proposent des « solutions à la crise ». Mitterrand se propose pour un gouvernement de transition, le PSU essaye de placer Mendès-France. Le PCF appelle à une manifestation le 29 mai, qui rassemble des centaines de milliers de grévistes et se termine à 800 mètres de l'Élysée, rien ne se passe. Le PCF fait savoir qu'il est prêt à participer à un gouvernement d'union sous la direction de De Gaulle.

Pendant ce temps, le général a disparu. Le pouvoir est vide, mais ce vide ne dure que quelques heures. Le 30 mai, De Gaulle dissout l'Assemblée, réaffirme qu'il ne cédera pas et défend le pouvoir de la bourgeoisie. Le même jour, 800 000 personnes manifestent sur les Champs Élysées en faveur de l'ordre et du pouvoir.

Le PCF et la CGT jouent le jeu institutionnel. Ils organisent la reprise du travail. Petit à petit, c'est le retour à la normale. La reprise du travail prendra quand même quelques semaines, jusqu'à la fin juin. La grève générale se termine, et mai 1968 avec elle.

Le rôle des bureaucraties

Pendant toute la grève générale, les directions syndicales ont empêché le développement de l'auto-organisation du mouvement. Dans quelques endroits, comme à Nantes, les comités de grève étaient très développés, mais ces cas restent isolés. Dans la plupart des cas, la CGT, craignant de se faire déborder, se place aux commandes de la grève.

Ces carences démocratiques permettent aux bureaucrates de cloisonner la grève. Les travailleurs sont montés contre les étudiants (« ces petits-bourgeois ») pour éviter l'influence de l'extrême gauche et sont très séparés des autres entreprises.

Les directions bureaucratiques ont également joué un rôle important pour que la grève reste dans le cadre de la légalité, sans trop remettre en cause l'État et les institutions. Ils sont restés tout le long du mouvement des interlocuteurs du gouvernement en maintenant ces limites et ont organisé la fin de la grève en signant les accords de Grenelle.

L'après mai 1968

Au-delà des évènements en tant que tels, un certain nombre d'idées ont émergé de 68. Portées auparavant par une minorité de militants d'extrême gauche, elles se sont répandues dans l'ensemble de la société.

Les organisations d'extrême gauche sortent renforcées du mouvement. Les étudiants qui se sont mobilisés se sont politisés à une vitesse extraordinaire et se sont ensuite organisés politiquement.

Dans les années qui suivent 1968, tout le monde continue à s'agiter dans ce sens. La grève à l'usine Lip de Besançon, en repartant de l'héritage de 68 va beaucoup plus loin avec une grève organisée démocratiquement et une reprise autogérée de la production.

D'autres luttes se développent fortement. Le mouvement féministe, celui pour la libération des LGBT, la prise de conscience écologiste... Tout cela découle directement de 68.

Aujourd'hui, on voudrait nous faire oublier cet héritage de mai 1968. Mais derrière cette offensive, la bourgeoisie cherche à revenir sur toutes les victoires de mai et cherche à décrédibiliser l'arme qu'est pour nous la grève générale. Gardons tous à l'esprit que 40 ans après mai 1968, cette société marche toujours sur la tête et que 40 ans après, la grève générale est plus que jamais d'actualité !

Adrien, [Jussieu]

Abonnez-vous ! Prenez contact !

° Je veux m'abonner au journal (à partir du numéro ....) pour 10 € pour 10 numéros (chèque à l'ordre de APEIJ)

° Je veux des informations sur les Rencontres internationales de Jeunes (du 26 juillet au 1er août dans l'État Espagnol)

° Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Total : .... euros
Chèque à l'ordre de APEIJ

Je veux commander :
.... brochure(s) Jeunes Travailleurs (1 euro l'exemplaire)
..... carnet(s) de Chants de luttes (1 euro l'exemplaire)
..... brochure(s) sur le Black Power (1 euro l'exemplaire)
..... brochure(s) sur Rap et Révolution (1 euro l'exemplaire)
..... brochure(s) sur Che Guevara (1 euro l'exemplaire)
..... brochure(s) sur Mai 1968 (1 euro l'exemplaire)

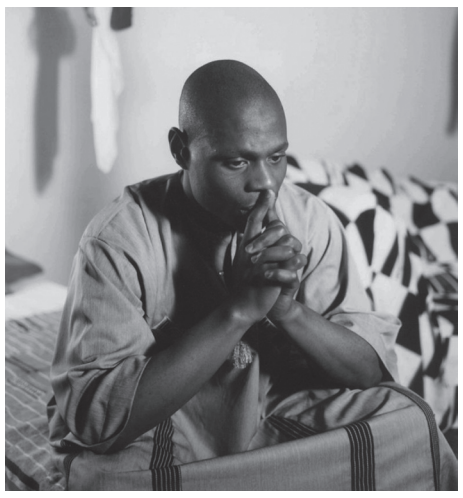
Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard Lenoir, 93 100 Montreuil

Nom ....
Prénom ....
Adresse ....
Code postal ....
Ville ....
Téléphone ....
e-mail .....

JCR : jcr@jcr-red.org
Rédaction : red@jcr-red.org
www.jcr-red.org
01 48 70 42 30

Dernier album de Kery James :

« *À l'ombre du Show-business* » : Fer de lance



Après avoir été, au sein d'Idéal J, l'un des fers de lance du rap hardcore dans les années quatre-vingt-dix, après sa reconversion en artiste solo conscient et empreint de religion, puis un retour à l'étape précédente en tant que leader de la Mafia K'1Fry, Kery James revient prêcher la bonne parole avec son nouvel album, « A l'ombre du Show-business ».

À l'écoute des titres qui ont tourné en radio avant la sortie – Le combat continue 3, Banlieusards ou Vrai peura (le titre parle de lui-même et son interprète montre qu'il en est bien l'un des dépositaires) – on pouvait légitimement espérer un album lourd, remettant l'ensemble des protagonistes du hip-hop hexagonal à leur place.

Le premier titre confirme que Kery est toujours l'un des meilleurs MC du pays, alliant une écriture brute et un flow brutal et prophétique.

Quant à Banlieusards, qu'il définit lui-même comme « l'hymne des battants », des « prolétaires et banlieusards », de la « deuxième France », il s'agit d'un réel manifeste politique, dressant à nouveau un constat juste et froid sur les banlieues et prônant le volontarisme individuel, d'une part, et l'unité, d'autre part.

Extraits : « *Parce qu'à ce jour y'a deux France, qui peut le nier? Et moi je serai de la 2ème France, celle de l'insécurité Des terroristes potentiels, des assistés C'est c'qu'ils attendent de nous, mais j'ai d'autres projets qu'ils retiennent ça Je ne suis pas une victime mais un soldat Regarde-moi, j'suis noir et fier de l'être J'manie la langue de Molière, j'en maîtrise les lettres Français parce que la France a colonisé mes ancêtres Mais mon esprit est libre et mon Afrique n'a aucune dette Je suis parti de rien, les pieds entravés Le système ne m'a rien donné, j'ai dû le braver Depuis la ligne de départ, ils ont piégé ma course Pendant que les keufs me coursaient, eux investissaient en bourse*

…

Mais l'espoir ne m'a jamais quitté En attendant des jours meilleurs, j'ai résisté ».

Malheureusement, l'avant-goût ne reflète pas le gros de cet opus…

C'est musicalement que les attentes ne sont pas satisfaites, les morceaux alternant entre instrus « symphoniques » (sur le modèle de Banlieusards), où Kery ralentit son phrasé et perd en intensité, et instrus Dirty South (Foolek, Egotripes), qui montrent que ce style a décidément contaminé jusqu'aux tenants de l'originalité dans le rap.

Les featurings de Grand Corps Malade, Zaho ou Kayna Samet, montrent que si Kery James reste à l'ombre du show-biz, il cherche néanmoins à atteindre le public des 15-20 ans.

Mais malgré les choix musicaux parfois douteux que cela implique, il est indéniable que Kery James est devenu, par son message et son charisme, le grand frère que toute la nouvelle génération mérite d'avoir et se doit d'écouter.

David Bundy

BD : « The Boondocks », avec un « B » comme Bush, Black Panthers, B-Boy, Biggie Smalls…

Qu'est-ce que la BD « The Boondocks » ? C'est ce qu'on obtient quand on mélange la culture Hip-hop, les films d'arts martiaux, les références aux Black Panthers, la critique du gouvernement Bush et de la guerre en Irak… Le tout sous un angle de critique politique radicale, et avec une forte dose d'humour et d'impertinence !

Once upon a time in America…

Huey et Riley Freeman sont deux jumeaux Afro-Américains de 9 ans, qui vivent avec leur grand-père Robert Jebediah Freeman. Quand celui-ci déménage d'un ghetto de Chicago vers Woodcrest (banlieue bourgeoise et blanche typique), il les emmène avec lui. « The Boondocks » est le récit de leur adaptation explosive à ce nouveau cadre de vie… En plein milieu de « l'après-11 septembre » et de la préparation de la guerre en Irak.



« Fight the Power ! » versus « Give me the money, bitch ! »

Riley et Huey incarnent chacun l'une des deux facettes de la culture Hip-hop : à la fois un moyen central d'expression pour la révolte et la radicalisation des Noirs américains, et un média « grand public » qui relaie les idées dominantes de recherche de profit, de concurrence, de sexisme…

Du haut de ses 9 ans, Huey est un authentique militant révolutionnaire, inspiré par les Black Panthers et par Public Enemy, et qui n'a qu'un seul but : renverser le pouvoir raciste et capitaliste de la Maison Blanche ! Alors que Riley, son frère jumeau, est fasciné par le Gangsta Rap, par Scarface, et n'a lui aussi qu'un seul but : devenir le plus gros lascar de Woodcrest…

« The Boondocks » a eu un succès colossal aux États-Unis : pendant plusieurs années, plusieurs centaines de journaux quotidiens américains l'ont publié chaque semaine sous forme de « strips » (des séries de 3-4 dessins). Mais l'histoire des « Boondocks », c'est aussi une histoire de censure : des dizaines de dessins ont été censurées par les journaux qui le publiaient, car jugés trop offensifs contre le gouvernement, ou l'establishment bourgeois Afro-Américain (qui prend cher sous la plume d'Aaron McGruder).

Bref, « The Boondocks » vaut le détour : enfin une BD qui nous apprend des choses sur la culture populaire américaine, qui défonce le système… Et qui fait rire !

PS : suite au succès de la BD, « The Boondocks » est devenu un dessin animé (qui passe en français sur MCM). Il n'est pas désagréable à regarder, mais il a juste perdu au passage tout aspect acide et politique… Dommage.

Carlito, |Nanterre|

Qui sommes-nous ?

Nous luttons pour **une société débarrassée de toute exploitation et aliénation,** pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est.
Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'**une rupture radicale avec l'ordre existant.** Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée, que le racisme augmente…
Nous sommes partie prenante de **toutes les luttes** contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité.
Nous sommes **internationalistes** parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main.
Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut **lutter dans l'unité,** s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

Sexualité

L'orgasme, c'est révolutionnaire !

La sexualité a une place contradictoire dans la société : à la fois exhibée dans la pub et sur internet, et taboue dans le cadre familial et dans l'éducation. Elle est censée respecter des normes : en couple, hétéro, en missionnaire une fois par semaine, et la levrette une fois par mois… La sexualité est pleine de préjugés : quand on suce on est une salope, et quand on lèche on est une gouinasse ; pour les mecs il faut toujours assurer, la bite droit devant !

Jouir sans entrave

Le plaisir aussi est censé respecter des normes. Dans les stéréotypes, il faut un pénis pour qu'une fille puisse avoir un orgasme. La pénétration est vue comme l'acte suprême, alors que ce qu'on appelle préliminaires (cunni, fellation, masturbation) sont des actes sexuels à part entière, où l'on peut prendre son pied autant qu'avec une pénétration. On est souvent limité dans notre plaisir, parce que les normes nous empêchent de jouir comme on le désire.

Pendant l'acte, on peut avoir du plaisir sans avoir d'orgasme. Et ce n'est pas parce qu'une fille crie qu'elle a un orgasme ! On nous apprend à penser qu'il y a trois types de filles : les salopes, les « meufs biens » (sérieuses et fidèles) et les frigides (qui ne pourraient pas avoir de plaisir). Une fille qui prend son pied, c'est une salope… contrairement aux mecs pour qui baiser est valorisant. Même si le culte de la performance met aussi la pression, et il est d'ailleurs fréquent que des mecs jouissent sans avoir d'orgasme.

Révolution sexuelle

Pour jouir et avoir un maximum de plaisir, il faut se débarrasser des idées reçues que nous fixe la société et connaître ce qui nous fait plaisir, au-delà des normes que nous impose cette société : tous et toutes à vos capotes !

Camille et *Po*, |Nanterre|



25èmes Rencontres Internationales de Jeunes

Du samedi 26 juillet au samedi 2 août 2008. Près de Barcelone, dans l'État espagnol. Inscription : 135 euros

Cet été, les militants russes de Vperiod (organisation d'extrême gauche) participeront aux Rencontres Internationales de Jeunes. Quelle est la situation dans leur pays, entre la domination de Poutine et des résistances émergentes ?

En Russie : autre président, même combat !

Les dernières élections législatives russes (décembre 2007), aux résultats très contestés, ont été une répétition générale : le parti de Poutine, « Russie unie », y a récolté plus de 64 %, emportant une écrasante majorité à la Douma, chambre basse du Parlement. Pour des élections présidentielles (mars 2008) que chacun considérait comme jouées d'avance, l'enjeu résidait dans la participation. Medvedev, ancien vice-premier ministre de Poutine et président du CA du grand groupe énergétique Gazprom, était en effet le successeur désigné du président russe : soutiens financiers, grands médias aux ordres, impossibilité pour nombre de groupes d'opposition de faire la campagne, un consensus général s'était ainsi établi pour laisser à Poutine les rênes du pouvoir, sans qu'il ait à changer la constitution (qui lui interdit de briguer un troisième mandat).

Les dernières élections

Il s'agissait donc de faire voter une population russe assez peu dupe du jeu truqué auquel elle était conviée. De l'incitation à la pression, le pas a été largement franchi dans un certain nombre de régions. Avec près de 70 % de participation, l'élection de Medvedev a atteint son objectif. Le candidat du Parti communiste de la Fédération de Russie (PCFR), Ziuganov, a trop déçu par ses accointances avec le Kremlin. Avec le populiste d'extrême droite Zhirinovski et le « quatrième candidat », centriste, Bogdanov, il a permis à « l'opposition » de Medvedev d'être à la fois suffisamment présente et peu dangereuse pour sauver les apparences. Le nouvel empire russe a désormais un dirigeant que les démocraties occidentales reconnaissent comme légitime.

Medvedev a pour objectif de poursuivre la casse de toutes les conquêtes sociales entreprise par Poutine : code du travail, immobilier, droit à l'avortement… Il s'agit de poursuivre la réforme des retraites et la privatisation des services publics d'éducation et de la santé.

Les dernières luttes

Depuis 2004 le mouvement social russe se constitue et s'organise. Malgré l'absence d'alternative politique connue et crédible, malgré une répression féroce de toute tentative de contestation d'un régime clairement autoritaire, ça bouge. Un mouvement d'ampleur nationale a su, en 2004, puis en 2005, faire reculer - partiellement, certes, mais le fait est inédit - le gouvernement sur la « monétisation des avantages sociaux » qui, entre autres mesures, supprimait le droit aux transports gratuits dont bénéficiaient des milliers de personnes – les plus économiquement fragiles.

Depuis 2005-2006, les logements collectifs sont remplacés par des duplex aux loyers prohibitifs, refoulant loin des villes des populations précaires qui n'ont plus les moyens de se loger dans les centres urbains. Des soviets (conseils) de quartier se mobilisent encore régulièrement pour lutter contre ces attaques.

Des collectifs se sont aussi créés autour du refus de la loi « d'autonomisation des institutions », qui tend à privatiser tout le système scolaire : elle condense tout ce contre quoi ont lutté les étudiants et lycéens européens ces dernières années. Privatisation, « harmonisation » européenne (les mandarins des universités russes louchent sur le LMD), augmentation des frais d'inscription. Face à la répression étatique et universitaire, la plupart des tentatives de créer des syndicats étudiants de lutte ont échoué ; mais les collectifs « l'éducation pour tous » tend à pallier ce manque.



Des organisations politiques prétendent se distinguer des vieux outils peu crédibles comme le PCFR de Ziuganov : Iabloko avec Iavlinski, L'Autre Russie avec Kasparov. Mais les bases politiques social-démocrates du groupe de Kasparov ne peuvent laisser aucune illusion quant à l'alternative proposée.

Malgré tout la participation des militants du mouvement social russe croît dans les rassemblements altermondialistes.

Parallèlement, la lutte des travailleurs semble s'intensifier ces dernières années ; du moins des perspectives s'amorcent : une nouvelle génération de salariés, souvent plus jeunes, sans illusion sur le syndicalisme d'accompagnement, se réunit dans la Fédération des Syndicats de Russe, nouvelle fédération dite « alternative ». Zachita Truda, syndicat alternatif et radical (90 000 adhérents), connaît un certain essor. Les travailleurs s'organisent, mais doivent faire face à une forte répression dans les boîtes comme dans la rue (interdiction de la plupart des manifestations) qui conduit parfois les salariés mobilisés à employer des moyens comme la grève de la faim (dernièrement à Iaroslav).

En avant !

Participant à toutes ces initiatives – collectifs, nouveaux syndicats – les militants du groupe trotskyste Vperiod (en russe, signifie « en avant ») présents essentiellement à Moscou, mais aussi à Samara, Saratov ou Iaroslav, sont extrêmement actifs malgré toutes les difficultés qui se posent en Russie à qui veut militer.

S'investissant autant dans le milieu étudiant qu'ouvrier, ils posent les jalons pour construire une nouvelle force qui saura s'opposer et offrir une alternative à la politique ultralibérale qui, le 2 mars, a simplement changé de serviteur.

Fanny, [Bordeaux]

Extraits du programme des RIJ 2008 (débats, ateliers, formations…)

Dimanche : Impérialisme/ Écologie

- La répression contre la gauche Basque et les mouvements sociaux
- Le mouvement contre la guerre en Irak et en Afghanistan
- La situation politique au Maroc
- Le Kosovo et les Balkans
- La Chine
- Bases de l'économie marxiste
- D'où vient le racisme ?

…

Lundi : Solidarité internationale

- La lutte armée en Amérique Latine
- La situation politique au Venezuela
- Le futur de la révolution cubaine après Fidel
- La situation politique en Colombie
- Le rôle des multinationales en Amérique Latine
- La situation politique au Liban et en Palestine
- Les rapports entre l'Europe et l'Afrique
- L'histoire de la Quatrième Internationale

…

Mardi : Féminisme

- La prostitution : légalisation ou abolition ?
- Islam et féminisme
- La lutte pour l'avortement libre et gratuit
- Les violences contre les femmes
- La précarité des femmes
- Le féminisme et mai 1968
- Quelle stratégie dans les luttes féministes ?

…

Mercredi : LGBT

- Le Queer
- Le mariage homo : construire d'autres modèles de familles
- mai 1968 et les questions LGBT
- Qu'est-ce que les genres ?
- La transphobie

…

Jeudi : Jeunes et mouvements sociaux

- Les luttes des travailleurs contre les privatisations
- Les étudiants contre le processus de Bologne
- Rap, art et révolution
- La remontée de l'extrême droite en Europe
- Nouveau salariat et précarité
- Les jeunes et les squats
- Le syndicalisme en Europe
- mai 1968 et le rôle de la jeunesse

…

Vendredi : Stratégie

- Quel futur pour le Forum Social Mondial ?
- Le clivage Réforme/Révolution à travers la guerre civile espagnole
- Qu'est ce que l'éco-socialisme ?
- Marxisme et question nationale
- Construire la gauche anticapitaliste européenne
- Religion et socialisme
- La nouvelle place des révolutionnaires
- Les révolutionnaires et les élections
- Réalité et centralité de la classe ouvrière aujourd'hui
- La grève générale comme stratégie pour la révolution
- Les usines autogérées en Argentine

…

Formations :

- mai 1968 (avec Daniel Bensaïd)
- L'anticapitalisme et l'oppression des LGBT
- Marxisme et féminisme
- L'actualité de la révolution en Amérique Latine
- Parti et mouvements…